

Affaire Benalla : quand l'Élysée organisait la riposte médiatique

Faits divers | Éric Pelletier et Pauline Théveniaud | 09 mars 2019, 7h03



Ismaël Emelien a été l'un des plus proches collaborateurs d'Emmanuel Macron. Il quittera l'Élysée dans les prochains mois. **MaxPPP/IP3 Press/Christophe Morin**

Lors de son audition par l'IGPN le 16 janvier, Ismaël Emelien, le conseiller spécial du Président Macron, a reconnu avoir demandé à un salarié de LREM de diffuser une vidéo pour « défendre » l'Élysée et le président de la République.

La contre-offensive de l'affaire Benalla a été organisée à l'Élysée, depuis le bureau de l'un des plus proches collaborateurs d'Emmanuel Macron. Ismaël Emelien, son conseiller spécial, l'a reconnu lors de son audition devant l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), le 16 janvier dernier. Une audition discrète (elle a débuté à 7h30), dont l'existence a été révélée par Le Point et le contenu par Le Monde ce vendredi.

Ce témoignage, désormais couché sur procès-verbal, précise les conditions dans lesquelles des images de vidéosurveillance, provenant de la préfecture de police de Paris, ont été diffusées, le 19 juillet dernier, via un compte Twitter pro Macron, utilisé par LREM mais de manière non officielle. Cette séquence était censée atténuer la responsabilité

d'Alexandre Benalla, chargé de mission à l'Élysée, accusé d'avoir molesté un couple, en marge des violences du 1er mai 2018. On y voit, en effet, les deux jeunes gens jeter des projectiles contre des CRS.

Clé de voûte de la stratégie de communication présidentielle, Emelien confirme avoir organisé cette riposte médiatique, même s'il assure avoir ignoré à l'époque la provenance de ces images obtenues par Benalla, et déposées à son bureau de l'Élysée, le 19 au matin. « Je ne me pose pas de questions », assure Ismaël Emelien. Selon sa version, il se dit alors qu'elles peuvent être extraites d'une vidéo trouvée sur Internet, d'images de webcams touristiques ou de vidéoprotection privée. Il explique, en outre, que Benalla ne lui avait rien dit de la manière dont il s'était procuré la vidéo.

« Assurer la défense du président de la République »

En cet instant, le conseiller n'a qu'une idée en tête : dédouaner Emmanuel Macron. « Il ne s'agissait pas, dit-il, d'assurer la défense personnelle de M. Benalla, mais celle de l'Élysée et du président de la République qui étaient pris à partie dans cette crise. » Toujours selon son témoignage, le conseiller adresse la séquence à Pierre Le Texier, chargé de la riposte numérique pour LREM, l'un de ses relais au sein du parti. « Pierre est dévoué corps et âme à Ismaël. Comme d'autres, il prend directement ses ordres auprès de lui », rapporte un salarié LREM. Vers 14 heures, la vidéo est en ligne sur le compte @Frenchpolitic.

Quelques heures plus tard, volte-face du conseiller spécial. « En fin d'après-midi, je suis alerté par le service de presse de l'Élysée sur le fait que des journalistes nous interrogent au sujet d'une vidéo qui aurait été volée en lien avec Benalla. Je suis pris d'un doute et je demande à M. Le Texier de retirer la publication », témoigne Emelien lors de son audition. Selon son récit, ce n'est qu'à ce moment-là qu'il prend conscience de l'origine de ces images et du caractère illégal de leur diffusion. La vidéo est alors transmise par l'Élysée au procureur de la République. Et une procédure de licenciement engagée contre Alexandre Benalla.

Emelien va quitter l'Élysée

Ismaël Emelien, spécialiste de la stratégie numérique, pouvait-il ne pas repérer, au premier coup d'œil, que ces images avaient été filmées par la police ? La réponse à cette question est loin d'être anodine. Elle déterminera si l'infraction de « recel de détournement d'images issues d'un système de vidéoprotection et recel de violation du secret professionnel » peut lui être reprochée.

Entendu à son tour, le 23 janvier, Pierre Le Texier, l'homme qui alimentait le fameux compte, se montre plus direct : « La vidéo qui m'est envoyée ressemble à l'idée que je me fais d'une vidéosurveillance. Je me dis simplement que c'est certainement normal que l'Élysée soit en possession de ce type de vidéo. » Un mois après ce discret rendez-vous judiciaire, Ismaël Emelien annonçait son prochain départ de l'Élysée. Officiellement pour promouvoir le livre qu'il s'appête à publier.